



**REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET  
ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE**



**DOCUMENTS ANNEXES AU PROJET DE LOI  
DE FINANCES 2022/2023, SELON LES  
ARTICLES 26 ET 27 DE LA LOI ORGANIQUE**

**juin 2022**

## DOCUMENTS ANNEXES AU PROJET DE LOI DE FINANCES 2022/2023

### 1. Un état détaillant et justifiant les prévisions des recettes fiscales et non fiscales du budget général de l'Etat

Au cours de la gestion budgétaire 2022/2023, la politique budgétaire qui sera menée consistera en la poursuite de la mise en œuvre des réformes déjà engagées pour améliorer la mobilisation des ressources internes ainsi que les ressources de porte. Ces ressources seront essentiellement orientées dans les secteurs prioritaires retenus par le Gouvernement pour l'exercice 2022/2023 ainsi que ceux priorités par le PND 2018-2027.

Ainsi, pour augmenter les recettes, l'OBR va poursuivre et entreprendre les actions suivantes :

- La prise des dispositions pour réduire le secteur informel à travers une fiscalité de proximité ;
- L'application rigoureuse de la Loi concernant les dividendes à verser à l'Etat ;
- L'initiation de la révision des textes et la procédure d'octroi des exonérations ;
- L'accélération du processus de recouvrement des arriérés par l'Office Burundais des Recettes ;
- L'amélioration des outils de collecte des recettes, en l'occurrence les lois révisées et l'infrastructure informatique au Commissariat des Douanes et Accises ;
- Le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption, la fraude, et la contre bande ;
- L'amélioration des mécanismes d'élargissement de l'assiette fiscale, conformément aux nouvelles Lois sur les Procédures Fiscales et sur la TVA ;
- Le renforcement des mécanismes de vérification et de recouvrement des arriérés ;
- Le suivi rigoureux des remboursements de la TVA, etc.

Le tableau suivant montre en grandes masses les recettes fiscales et non fiscales de l'année en cours ainsi que les prévisions pour l'année budgétaire 2022/2023.

Titre des Comptes	2021/2022		2022/2022		OBSERVATIONS	
	2021/2022	2022/2022	2022/2022	AUGMENTATION	La perception des recettes non fiscales, jusqu'à aujourd'hui réalisée par les administrations en violation de la Loi, sera effectuée par l'OBR.	
<b>Recettes fiscales</b>	1 081 184 986 299	1 562 988 570 390	481 803 584 091			

<p><b>impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en total</b></p>	<p>256 303 330 244</p>	<p>368 133 709 335</p>	<p>111 830 379 091</p>	<p>L'accélération du processus de recouvrement des arriérés par l'Office Burundais des Recettes ; L'amélioration des mécanismes d'élargissement de l'assiette fiscale, conformément aux nouvelles Lois sur les Procédures Fiscales et sur la TVA ; L'accélération du processus de recouvrement des arriérés par l'Office Burundais des Recettes ;</p>
<p><b>impôt sur les biens et taxes</b></p>	<p>713 361 072 666</p>	<p>1 033 884 475 252</p>	<p>320 523 402 586</p>	<p>L'amélioration des mécanismes d'élargissement de l'assiette fiscale, conformément aux nouvelles Lois sur les Procédures Fiscales et sur la TVA ; Le suivi rigoureux des remboursements de la TVA. Le renforcement des mécanismes de vérification et de recouvrement des arriérés Le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption, la fraude, et la contre bande ;</p>
<p><b>impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b></p>	<p>111 520 583 389</p>	<p>160 970 385 803</p>	<p>49 449 802 414</p>	<p>Le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption, la fraude, et la contre bande ; Le suivi rigoureux de l'octroi des exonérations ; L'amélioration des outils de collecte des recettes, en occurrence les lois révisées et l'infrastructure informatique au Commissariat des Douanes et Accises. <b>Les Droit de Douane Principaux (DDI) subiront une augmentation de 36,88 Mrds BIF dans le contexte suivant :</b></p>

				<p>- L'environnement post COVID-19 redevenu favorable,</p> <p>- L'OBR ouvre les frontières de GASENYI II (moyenne 30 millions/mois) et la reprise de fonctionnement des frontières de RUHWA, GASENYI et KANYARU HAUT (CFR PREVISIONS ANTERIEURES)</p> <p>- Tous les importateurs suspects et/ou qui ont fait l'objet de suppléments suite à une infraction douanière dans le passé, déchargent obligatoirement dans les entrepôts de la douane pour le contrôle physique, (une note du CG est nécessaire)</p> <p>La politique et la stratégie de gestion de risque est mise en œuvre,</p>
<p><b>ettes non Fiscales</b></p>	<p>114 309 851 925</p>	<p>199 837 053 271</p>	<p>85 527 201 346</p>	<p>Impact de la nouvelle Loi sur les impôts et les revenus ;</p> <p>Introduction des frais d'annulation ou de modification d'une déclaration déjà liquidée et le passage de 10000 BIF à 20000 BIF par déclaration de la redevance informatique (fonds spécial douane) ;</p> <p>Rapatriement de la taxe de sureté qui était prise par COTECNA mais qui entrera désormais au Trésor Public ;</p> <p>La perception des recettes non fiscales, jusqu'à aujourd'hui réalisée par les administrations en violation de la Loi, sera effectuée par l'OBR.</p>
<p><b>enus de la propriété</b></p>	<p>45 832 948 510</p>	<p>61 568 863 900</p>	<p>15 735 915 390</p>	<p>Impact de la nouvelle Loi sur les impôts sur les revenus ;</p> <p>L'application rigoureuse de la Loi concernant les dividendes à verser à l'Etat.</p>

entes de biens et de services	2 778 688 376	15 070 496 893	12 291 808 517	Augmentation de la performance de l'administration fiscale dans la collecte des recettes
Revenus administratifs	44 999 374 388	83 441 523 959	38 442 149 571	Introduction des frais d'annulation ou de modification d'une déclaration déjà liquidée et le passage de 10000 BIF à 20000 BIF par déclaration de la redevance informatique (fonds spécial douane) ; mais aussi avec une nouvelle recette issue des administrations publiques introduite à partir de l'exercice budgétaire 2022/2023.
Amendes, Pénalités	6 055 659 442	17 198 144 914	11 142 485 472	Augmentation de la performance de l'administration fiscale dans la collecte des recettes
Autres produits non affectés aux nca	14 643 181 209	22 558 023 605	7 914 842 396	Rapatriement de la taxe de sureté qui était prise par COTECNA mais qui entrera désormais au Trésor Public ; Le renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption, la fraude, et la contre bande.

**2. Etat fixant les dépenses autorisées de chaque Ministère détaillées par nature économique, ainsi que la liste des bénéficiaires et le montant des garanties d'emprunt accordées par l'Etat**

LIBELLE DES MINISTRES ET INSTITUTIONS			
	Nature Economique de la dépense		Crédit 2022/2023
01-Présidence de la République	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES		10 925 968 784
	02 - Achats Biens et Services		5 253 911 386
	03 - Transferts courants		22 384 998 497
	04 - Equipement sur ressources propres		23 809 140 053
02-Vice-Présidence	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES		254 901 262

	02 - Achats Biens et Services	1 028 628 620
	03 - Transferts courants	1 844 436 236
	04 - Equipement sur ressources propres	46 258 395
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	560 215 252
	02 - Achats Biens et Services	1 305 406 347
	03 - Transferts courants	1 041 612 486
	04 - Equipement sur ressources propres	16 212 529
03 - Premier Ministre		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	100 940 953
	02 - Achats Biens et Services	1 190 991 340
	03 - Transferts courants	199 011 893
	04 - Equipement sur ressources propres	53 875 569
04 - Secrétariat Général de l'Etat		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	10 736 649 613
	02 - Achats Biens et Services	4 180 186 775
	03 - Transferts courants	254 626 917
	04 - Equipement sur ressources propres	882 775 806
05 - Assemblée Nationale		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	5 205 453 590
	02 - Achats Biens et Services	3 597 372 300
	03 - Transferts courants	237 656 793
	04 - Equipement sur ressources propres	351 450 000
06 - Senat		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	818 745 680
	02 - Achats Biens et Services	223 058 882
	03 - Transferts courants	54 302 565
	04 - Equipement sur ressources propres	200 000 000
07 - Cour de comptes		
	03 - Transferts courants	15 237 514 043
08 - Commission Electorale Nationale Indépendante		

11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	46 377 083 521
	02 - Achats Biens et Services	45 435 077 979
	03 -Transferts courants	15 292 153 066
	04 - Equipement sur ressources propres	133 354 031 532
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	827 504 401
	02 - Achats Biens et Services	2 291 747 954
	03 -Transferts courants	38 595 744 083
	04 - Equipement sur ressources propres	693 864 138
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	74 344 396 837
	02 - Achats Biens et Services	47 476 877 684
	03 -Transferts courants	11 015 949 096
	04 - Equipement sur ressources propres	74 240 103 899
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	3 833 773 476
	02 - Achats Biens et Services	3 822 161 605
	03 -Transferts courants	141 616 135 506
	04 - Equipement sur ressources propres	45 390 400 000
	05 - Amortissement Dette Extérieure	57 094 775 380
	06 -Intérêts Dette	64 500 137 636
	07 - Amortissement Dette Intérieure	20 893 995 989
Imprévus	2 361 835 454	
16-Ministère de la Justice	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	11 901 669 695
	02 - Achats Biens et Services	4 717 599 554
	03 -Transferts courants	12 677 138 319
	04 - Equipement sur ressources propres	1 326 100 000

19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	40 418 941 535
	02 - Achats Biens et Services	262 354 583
	03 - Transferts courants	3 645 367 990
	04 - Equipement sur ressources propres	2 352 392 809
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	1 144 649 031
	02 - Achats Biens et Services	2 371 362 253
	03 - Transferts courants	31 084 322 835
	04 - Equipement sur ressources propres	108 845 660
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	159 426 082
	02 - Achats Biens et Services	314 751 937
	03 - Transferts courants	8 818 338 297
	04 - Equipement sur ressources propres	2 119 466 788
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	247 315 142 386
	02 - Achats Biens et Services	8 026 935 761
	03 - Transferts courants	76 320 736 751
	04 - Equipement sur ressources propres	4 164 761 054
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	40 530 849 956
	02 - Achats Biens et Services	5 881 358 153
	03 - Transferts courants	53 439 373 403
	04 - Equipement sur ressources propres	10 589 902 483
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	1 330 338 574
	02 - Achats Biens et Services	2 244 201 662
	03 - Transferts courants	7 593 954 771
	04 - Equipement sur ressources propres	425 620 620



	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	7 696 917 457
	02 - Achats Biens et Services	1 204 884 473
	03 - Transferts courants	19 259 813 572
	04 - Equipement sur ressources propres	100 355 421 820
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	775 384 838
	02 - Achats Biens et Services	359 684 641
	03 - Transferts courants	2 890 603 805
	04 - Equipement sur ressources propres	5 940 010 118
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	524 801 784
	02 - Achats Biens et Services	887 516 276
	03 - Transferts courants	5 042 014 055
	04 - Equipement sur ressources propres	43 597 051 091
42-Ministère de l'hydraulique, de l'Energie et des Mines		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	1 040 339 969
	02 - Achats Biens et Services	7 727 158 666
	03 - Transferts courants	5 623 869 306
	04 - Equipement sur ressources propres	341 082 396 980
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux		
	03 - Transferts courants	1 660 188 198
71-Institution Ombudsman		
	01 - REMUNERATIONS DES SALARIES	1 539 032 498
	02 - Achats Biens et Services	861 273 658
	03 - Transferts courants	123 000 000
	04 - Equipement sur ressources propres	593 200 000
74-Cour Suprême et Parquet Général de la République		
	03 - Transferts courants	824 450 000
75-Cour Constitutionnelle		

76-Centre d'Excellence pour l'Éducation Patriotique/Campagne de  
Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)

04 - Equipement sur ressources propres

3 000 000 000

**3. Etat des effectifs d'agents publics, civils et militaires, rémunérés par l'Etat**

**I. VARIATION DE LA MASSE SALARIALE DU PERSONNEL CIVIL AU MOIS D'AVRIL 2022**

MOIS	ENSEIGNANTS		MOIS	SOUS CONTRATS	
	Effectif	Brut		Effectif	Brut
juin-21	81 372	22 504 597 845			
juil-21	81 349	22 614 052 537	juin-21	7 650	799 200 386
août-21	81 408	22 619 492 161	juil-21	7 527	794 241 539
sept-21	81 378	22 522 515 068	août-21	7 524	790 799 825
oct-21	81 405	22 650 779 625	sept-021	7 512	794 696 734
nov-21	81 252	22 518 863 885	oct-21	7 504	796 921 961
déc-21	81 229	22 389 808 709	nov-21	7 503	795 327 067
janv-022	81 208	22 404 800 956	déc-21	7 555	830 257 933
févr-022	81 420	22 704 147 251		7 538	800 200 472
mars-022	81 719	22 802 846 785	janv-022	7 554	811 901 881
avril-022	81 801	22 621 150 777	févr-022	7 568	813 314 050
			mars-022	7 557	791 949 396
			avril-022		
<b>MOIS</b>	<b>SOUS STATUTS</b>				
	<b>Effectif</b>	<b>Brut</b>			
juin-21	15 011	4 975 412 284			
juil-21	15 023	5 021 312 855			
août-21	15 037	4 954 966 684			
oct-21	15 007	4 944 133 147			

nov-21	14 996	4 917 512 901
déc-21	15 037	4 947 735 058
janv-022	15 021	4 966 985 096
févr-022	15 005	4 879 936 138
mars-022	15 010	4 924 493 654
avril-022	14 965	4 881 093 574

**II. MASSE SALARIALE DU PERSONNEL CIVIL DE LA FONCTION PUBLIQUE  
AU MOIS D'AVRIL 2022**

Exercice budgétaire 2021-2022, Mois de Juin 2021 comme référence

MOIS	TOTAL BRUT PAR CATEGORIES		
	ENSEIGNANTS	SOUS STATUTS	SOUS CONTRATS
juin-21	22 504 597 845	4 975 412 284	799 200 386
juil-21	22 614 052 537	5 021 312 855	794 241 539
août-21	22 619 492 161	4 954 966 684	790 799 825
sept-21	22 522 515 068	4 904 881 644	794 696 734
oct-21	22 650 779 625	4 944 133 147	796 921 961
nov-21	22 518 863 885	4 917 512 901	795 327 067
déc-21	22 389 808 709	4 947 735 058	830 257 933
janv-022	22 404 800 956	4 966 985 096	800 200 472
févr-022	22 704 147 251	4 879 936 138	811 901 881
mars-022	22 802 846 785	4 924 493 654	813 314 050
avril-022	22 621 150 777	4 881 093 574	791 949 396
			<b>28 279 210 515</b>
			<b>28 429 606 931</b>
			<b>28 365 258 670</b>
			<b>28 222 093 446</b>
			<b>28 391 834 733</b>
			<b>28 231 703 853</b>
			<b>28 167 801 700</b>
			<b>28 171 986 524</b>
			<b>28 395 985 270</b>
			<b>28 540 654 489</b>
			<b>28 294 193 747</b>

Au mois d'avril 2022, la masse salariale du personnel civil de la Fonction Publique comprenant les Sous Statuts Enseignants, les Sous Statuts Non Enseignants et les Sous Contrats s'élève à 28 294 193 747.

**III. EFFECTIF GLOBAL DU PERSONNEL CIVIL ET MILITAIRE AU MOIS DE D'AVRIL 2022**  
**Exercice budgétaire 2021-2022, Mois de Juin 2021 comme référence**

MOIS	Personnel civil		SOUS STATUTS	SOUS CONTRATS	Personnel militaire		Total
	ENSEIGNANTS				ARMEE	POLICE	
juin-21	81 372		15 011	7 650	30 965	19 357	154 355
juil-21	81 349		15 023	7 527	31 138	19 477	154 514
août-21	81 408		15 037	7 524	32 398	19 458	155 825
sept-21	81 378		15 006	7 512	32 372	19 451	155 719
oct-21	81 405		15 007	7 504	32 314	19 437	155 667
nov-21	81 252		14 996	7 503	32 281	19 529	155 561
déc-21	81 229		15 037	7 555	32 295	19 534	155 650
janv-022	81 208		15 021	7 538	31 418	18 853	154 038
févr-022	81 420		15 005	7 554	31 397	18 844	154 220
mars-022	81 719		15 010	7 568	31 528	18 841	154 666
avril-022	81 801		14 985	7 557	31 508	18 838	154 689

Au mois d'avril 2022, l'effectif global du personnel civil et militaire s'élève à **154 689**.

Mois	ARMEE (Sous statuts et Sous contrats)	POLICE (Sous statuts et Sous contrats)	Total
juin-21	5 490 769 200	3 210 421 918	8 701 191 118
juil-21	5 555 036 309	3 366 441 657	8 921 477 966
août-21	5 752 497 684	3 609 279 872	9 361 777 556
sept-21	5 414 270 067	3 312 735 307	8 727 005 374
oct-21	5 447 982 886	3 466 347 239	8 914 330 125
nov-21	5 428 666 486	3 618 741 465	9 047 407 951

<b>déc-21</b>	5 425 554 804	3 549 540 245	<b>8 975 095 049</b>
janv-022	5 028 035 205	3 331 302 681	<b>8 359 337 886</b>
févr-022	5 444 350 390	3 297 084 672	<b>8 741 435 062</b>
mars-022	5 512 361 108	3 409 440 549	<b>8 921 801 657</b>
<b>avril-022</b>	<b>5 613 074 849</b>	<b>3 334 614 998</b>	<b>8 947 689 847</b>

Au mois d'avril 2022, la masse salariale du corps de défense et de Sécurité s'élevé à **8 947 689 847** soit **5 613 074 849** pour l'Armée et **3 334 614 998** pour la Police.

#### IV. MASSE SALARIALE DU PERSONNEL CIVIL, ARMEE, POLICE AU MOIS D'AVRIL 2022

MOIS	TYPES DE SALARIES			TOTAL
	PERSONNEL CIVIL (Enseignants, Sous statuts et Sous contrats)	ARMEE (Sous statuts et Sous contrats)	POLICE (Sous statuts et Sous contrats)	
<b>juin-21</b>	28 279 210 515	5 490 769 200	3 210 421 918	<b>36 980 401 633</b>
<b>juil-21</b>	28 429 606 931	5 555 036 309	3 366 441 657	<b>37 351 084 897</b>
<b>août-21</b>	28 365 258 670	5 752 497 684	3 609 279 872	<b>37 727 036 226</b>
<b>sept-21</b>	28 222 093 446	5 414 270 067	3 312 735 307	<b>36 949 098 820</b>
<b>oct-21</b>	28 391 834 733	5 447 982 886	3 466 347 239	<b>37 306 164 858</b>
<b>nov-21</b>	28 231 703 853	5 428 666 486	3 618 741 465	<b>37 279 111 804</b>
<b>déc-21</b>	28 167 801 700	5 425 554 804	3 549 540 245	<b>37 142 896 749</b>
janv-022	28 171 986 524	5 028 035 205	3 331 302 681	<b>36 531 324 410</b>
févr-022	28 395 985 270	5 444 350 390	3 297 084 672	<b>37 137 420 332</b>
mars-022	28 540 654 489	5 512 361 108	3 409 440 549	<b>37 462 456 146</b>
<b>avril-022</b>	<b>28 294 193 747</b>	<b>5 613 074 849</b>	<b>3 334 614 998</b>	<b>37 241 883 594</b>

Au mois d'avril 2022, la masse salariale totale du personnel civil de la Fonction Publique de l'Armée, de la Police s'élevé à **37 241 883 594**.

**4. Etat fixant les charges et ressources des budgets annexes, budget d'affectation spéciale et budget de prêt**

**a) Etat fixant les charges et ressources des budgets annexes**

Les états fixant les charges et les recettes des budgets annexes, pour toutes les communes, les hôpitaux publics ainsi que toutes les administrations publiques, sont annexés à ce projet de loi.

**b) budget de prêt**

<b>LIBELLE DES PROJETS</b>	<b>CREDIT 2022/2023</b>
PROJET DE LA MIGRATION DE L'ANALOGIQUE AU NUMERIQUE	1 473 056 000
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES FILIERES: PHASE II	4 948 844 000
PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI (PIPARV-B)	8 445 736 000
KABU-16	10 226 650 000
CHE JIJI -MULEMBWE	6 501 647 000
PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE EN PROVINCE KIRUNDO	4 191 907 641
RN5 BURURI-MAHWA-GISHUBI-GITEGA	10 558 648 000
CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA: RN3	6 184 850 000
RN16: BURURI-GAKUBA	7 242 896 000
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>59 774 234 641</b>

**5. Rapports présentant la stratégie poursuivie par les programmes établis en application de l'article 18 de la présente loi organique et expliquant les objectifs poursuivis et l'usage des crédits.**

Article 18 de la loi organique n°1/35 du 04 décembre 2008 est libellé comme suit :

« Les crédits peuvent, pour les Ministères dont la liste est arrêtée en Loi de Finances, être en outre présentés dans un ou plusieurs programmes regroupant, à titre indicatif, les moyens de financement d'un ensemble cohérent d'actions concourant à une politique publique poursuivant des objectifs précis.

La stratégie et les objectifs de ces programmes, auxquels sont associés des indicateurs de résultats, sont définis dans des documents annexés aux lois de finances. Un bilan de chaque programme est annexé aux lois de règlement et de compte-rendu budgétaire. »

**Cette réforme est dans sa première phase de mise en œuvre avec ce projet de loi de finances 2022/2023. Celui-ci est préparé dans un contexte particulier de mis en œuvre des réformes en matière de gestion des finances publiques visant la migration de budget de moyen vers le budget programme.**

**A cet effet, le projet de budget de l'Etat 2022/2023 est donc transitoire avec une budgétisation axée sur les résultats où les allocations budgétaires se font sur base des projets/programmes/activités bien planifiés pour pouvoir migrer totalement vers une budgétisation en « mode programme », à partir de l'exercice budgétaire 2023/2024.**

6. **Un tableau de financement prévisionnel, accompagné d'un plan de trésorerie mensuel, faisant apparaître notamment la décomposition de l'endettement financier brut de l'Etat :**





**7. Rapport sur les hypothèses et perspectives économiques retenues pour l'exercice 2022/2023**